

L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX) — Téléph. : TRUDAINE 52-20

CONGRÈS 1938

22-23 octobre 1938, 19^e Congrès
Fédéral de la Métallurgie.

Congrès... Assemblée générale... Deux termes qui deviennent familiers, dont on parle un peu partout depuis tantôt deux ans que l'idée syndicale s'implante de plus en plus.

Congrès... Assemblée générale... On entend souvent prononcer ces noms autour de soi, on est souvent convié à celui-ci, parfois mandaté à celui-là, mais comprend-on toujours l'importance de ces manifestations ? Y attache-t-on l'intérêt que l'on doit y porter ? Sait-on toujours que, pour une grande part, l'activité d'un mouvement est fonction du travail effectué au cours de ces Assemblées, de ces Congrès ?

Au premier chef, on est quelque peu étourdi par toutes ces locutions nouvelles dont le véritable sens échappe quelquefois. Et si les nouveaux venus, avec toute la chaleur de leur jeunesse, mélangent, cela arrive, syndicats et fédération, personne n'en sourit. Au contraire, les anciens s'efforcent d'initier leurs cadets en se réjouissant de les voir montrer tant de bonne volonté, de mettre tant de cœur à comprendre tous les rouages d'une activité qu'il serait difficile de méconnaître aujourd'hui, que l'on se doit de

développer, de fortifier, pour résister victorieusement aux attaques dont elle ne manquera pas d'être toujours l'objet.

Tout comme le Syndicat avec ses adhérents, la Fédération ne serait pas si les Syndicats ne s'efforçaient de la constituer, de la faire vivre. Cela peut paraître une lapalissade et pourtant... Le mot en lui-même n'est rien, il faut l'animer, la rendre vivante, en s'intéressant à elle, à ce qu'elle fait, même si l'on ne doit pas en retirer un avantage immédiat.

Si ceux qui furent les pionniers,

qui militèrent obscurément, donnant plus que ne recevant des années durant, croyez-vous qu'il aurait été possible d'arriver à obtenir ces améliorations dont chacun profite aujourd'hui ? Croyez-vous qu'il suffit de demander pour obtenir ? Croyez-vous que si toutes ces questions n'avaient pas été préparées de longues dates il eût été possible de les acclimater aussi vite, de les réaliser comme elles le furent : 40 h., congés payés, conventions collectives, minima de salaires, etc. Il est facile d'affirmer cela, diront les sceptiques, les éter-

nels détracteurs. La preuve de nos dires, ces Messieurs la trouveront dans les procès-verbaux de nos précédents Congrès. Ils y verront que toutes ces questions ont été étudiées, il y a déjà bien longtemps, qu'elles ont été l'occasion de nombreux vœux qui furent adressés aux Pouvoirs Publics et rendus publics par la Presse.

C'est ainsi que l'on crée un courant d'idées, que l'on forme l'opinion, que l'on arrive, enfin, à apporter au monde du travail les justes améliorations qui soulageront sa peine tout en lui permettant de

vivre dignement du fruit d'un travail consciencieusement accompli.

Camarades militants des Syndicats fédérés, des Sections parisiennes, inscrivez, retenez dès maintenant ces deux dates : 22-23 octobre. Par votre présence, vous donnerez à ce 19^e Congrès toute l'importance, tout l'intérêt que commandent les nécessités de l'heure.

Venez nombreux des différentes régions de France, vous aurez ainsi l'occasion de vous mieux connaître. Vous échangerez vos idées, vous comparerez vos conditions de travail et vous arriverez ainsi, par vos

conversations, que votre Féd. sera véritablement une dans l'Esprit et la Lettre.

Et vous, militants parisiens, conseillers, responsables des Sections d'entreprises, ne restez pas en marge de ce Congrès, ne vous contentez pas d'être spectateurs. Prenez une part active à sa réussite. « Les Parisiens sont des oiseaux rares », disent certains. Par votre présence, montrez que ce qui a pu être vrai n'est plus, que vous vous attachez à tout ce qui intéresse votre profession et en particulier à votre organisation ouvrière.

Oui, tous vous serez à ces assises que nous voulons brillantes. A toi, la Province, Paris te montrera qu'il n'est pas dénégative et sait rester juste et confiant tout en se préoccupant de tes conditions de travail, de tes salaires qui ne sont pas toujours ce qu'ils devraient être. Et toi, Paris, tu t'efforceras de mériter cette réputation de Lumière que les hommes t'ont faite, mais Lumière de Vérité qui guide dans le droit chemin, et mène au havre où chacun pourra goûter pleinement les résultats d'une bienfaisante organisation qui aura milité sans relâche pour le bien-être de tous les travailleurs.

Jean le Fédéré.

DÉLÉGUÉS vous êtes attendus à PARIS

AU 19^e CONGRÈS FÉDÉRAL DE LA MÉTALLURGIE
les Samedi 22 et Dimanche 23 Octobre

Voici le PROGRAMME DES TRAVAUX de nos 2 journées :

SAMEDI 22 - 9 h.

Réception des Délégués et pointage des Syndicats représentés ;
Nomination des Commissions : Trésorerie, Vérification des mandats, Secrétariat du Congrès,
Communiqué à la Presse, Rédaction des Vœux ;
Rapport moral par Paul LE BIHAN, Secrétaire Général ;
Election des Membres du Bureau Fédéral ;
Rapport financier par Jean GERSTEL, Trésorier.

Séance de l'après-midi - 14 h. 45

Compte-Rendu des Commissions de Contrôle ;
Allocation des Délégués de la Centrale chrétienne des Métallurgistes Belges.
"Quelles conclusions tirer de l'enquête fédérale pour situer une action professionnelle d'ensemble" par J. BOTTON, Secrétaire Fédéral.

DIMANCHE 23 - 9 h. 15

"La situation présente des Industries Métallurgiques en France", par M. François HENRY, Agrégé de l'Université, Professeur à l'Ecole Normale Ouvrière de la C.F.T.C.
Résolution et Vœux - Discours de Clôture.

FIN...

Quand l'homme travaille seul, dans son cercle régional, à une œuvre unanime, il ignore — je l'ai déjà écrit en ces colonnes — la puissance de sa tâche, et sa portée, unie à d'autres tâches pareilles.

Sur un chemin de nuit il va sans rien pour le guider et s'il marche quand même c'est qu'il a fond de lui-même, une grande confiance l'éclaire et lui confère l'instinct de sa route.

Mais cette lumière aussi s'affaiblit à l'heure trop longtemps sans être ramifiée. Des vents contraires, des tempêtes venues de tous les horizons du mal, menacent la flamme et, chez d'autres qui n'avaient pas su assez la garder, l'éteignent définitivement.

...Ainsi finit un temps de courageux labeur.

Il faut à l'homme pour marcher, la certitude d'un but et l'espérance qu'il y atteindra un jour.

Il est bon aussi que l'homme qui va sur la route sans assistance des apostolats sociaux, sente à ses côtés d'autres qui vont vers le même point capital, et qu'il connaisse le moyen dont peuvent user ceux-là qui le dépassent dans la course sans répit.

Dans peu de jours, la Fédération va tenir son Congrès annuel.

Le Congrès des Métallurgistes Belges

Nous vous avons promis dans le dernier O. M. le compte rendu du Congrès de la Centrale chrétienne des Métallurgistes Belges. Nous vous annonçons qu'outre votre serviteur, Jean PÉRÉS et Paul Le Bihan y représenteraient la Fédération, mais, malheureusement, au dernier moment, ce dernier ne put s'y rendre.

Que fut donc ce Congrès des 17 et 18 septembre 1938 ?

Si l'on tient compte que la pluralité des langues obligea à traduire tous les rapports, tous les discours, on ne peut qu'être émerveillé par l'organisation parfaite des réunions qui ne le cédèrent rien à la qualité des questions traitées.

Samedi matin

Dans son discours d'ouverture, Arthur BERTINCHAMPS, président de la Centrale Chrétienne des Métallurgistes Belges et de l'Internationale des Syndicats Chrétiens de la Métallurgie, après avoir marqué quelle fut, depuis le dernier Congrès, la progression de la Centrale, montra tout le néant de la lutte des classes et du libéralisme économique qui doivent céder le pas à une loyale collaboration, à une politique professionnelle qui doit assurer aux hommes un plus grand respect de leur dignité d'homme et de chrétien.

(Lire la suite en 2^e page).

présentant l'élite, établit le rapport de son œuvre. C'est la mise en commun des acquisitions spirituelles d'une année, le contact indispensables des régions aux coutumes différentes, aux méthodes différentes, aux conceptions aussi qui diffèrent.

On fait le point de son activité. On regarde en arrière la route qui n'est plus et devant, celle qui nous attend. Les humaines erreurs du passé seront une sorte de rançon aux succès de demain. On ne recommencera plus les fautes inconscientes qu'on a commises, parce que le Congrès aura jeté sur les ornières où l'on a trébuché, un faisceau de clartés qui les dénoncera aux marcheurs de l'avenir.

Mes camarades, l'Europe et dans l'Europe, la France et en France, chacun de nous vient de vivre des heures qui ne furent jamais aussi graves.

Nous avons cru à la guerre. Il fut des moments où la tension était telle que nous avons eu la certitude imminente du plus odieux des fléaux humains.

Nous avons pensé qu'il nous faudrait partir, en laissant là tout ce qui nous était cher : notre famille, notre travail et notre œuvre aimée de syndicalistes.

Nous avons eu l'angoisse de savoir qui nous remplacerait si nous ne revenions point et que nos fils n'auraient point l'âge encore de reprendre le flambeau. Car la guerre porte en elle, parmi d'autres horreurs, celle de creuser entre les vieux qui ont acquis le droit au repos et les jeunes qui n'ont point encore la

force du travail, un fossé sans remission.

En vérité, sans orgueil, mais avec une conscience exacte de ce que notre foi nous avait permis d'acquiescer dans la science du travail et du syndicalisme, nous nous sommes demandé hier, avec inquiétude : Qui donc nous remplacerait, si nous ne revenons pas ?

Alors nous avons craint, soudain, de n'avoir pas tout fait pour assurer l'avenir, d'avoir trop compté sur nous-mêmes, de n'avoir pas, en somme, préparé le testament collectif de notre Fédération.

Voilà que, dans peu de jours, va siéger notre Congrès. Un répit que nous n'espérions plus, nous accorde un temps dont les hommes, en leur folie, ne savent peut-être pas être maîtres.

Puisque l'avenir de paix dans lequel, malgré tout nous espérons, ne peut pas nous appartenir tout à fait, puisque les hommes au service de l'erreur et de la faute peuvent être quand même les plus forts et nous plonger en dépit de notre grand désir de paix dans un drame seulement retardé, redoublons de constance autour de notre œuvre commune.

Après tout — et m'excusant d'avoir été quelques lignes plus haut, pessimiste, et d'avoir douté des forces justes — je vous dis : Mes camarades, nous pourrions peut-être consolider cette paix récemment acquise à l'instant qu'elle semblait nous échapper définitivement. Nous pouvons peut-être aider à la reconstruction de la cité. Nous devons,

et c'est un devoir impérieux, faire en sorte que le monstre guerrier crève sur lui-même, parce qu'il en est parmi nous qui le commettent, il y a à peine plus de vingt ans, parce que tous, aussi, nous refusons d'accepter la possibilité abominable, d'un combat où nous participerions à côté de nos propres fils.

La guerre est le plus grand des péchés des hommes, car elle oblige au crime des mains qui n'étaient faites que pour le travail.

Puisque l'échéance est reculée, puisque, débarrassée du guet-apens, la route continue, mes camarades, continuons avec elle

DE JOURNÉE

dans la sérénité de la paix neuve.

Et puisque dans peu de jours se trouvera au bord du chemin, comme une bonne auberge ouverte au voyageur harassé, l'étape annuelle du Congrès, réjouissons-nous de nous retrouver bientôt, près du même foyer.

LE COMPAGNON.

P.-S. — Les heures passées ont été trop graves, le calme présent nous est trop cher pour que nous n'ayons point une pensée d'humaine reconnaissance à ceux qui, par leur sacrifice, donnèrent avant tous autres, la paix au monde ; au peuple de Tchécoslovaquie.

Nous avons là-bas des camarades qui pleurent leur patrie saignante. Ils avaient compté sur la France.

La France n'a pas pu tenir ses engagements. Ce n'est point ma tâche de prendre ici parti. Je veux seulement faire connaître aux ouvriers, nos frères de Tchécoslovaquie, que les ouvriers chrétiens de France ressentent profondément leur juste douleur et n'oublieront jamais que si demain notre propre pays ne compte pas de nombreux orphelins, c'est à leur vaillant pays qu'ils le devront.

A propos des grèves de Saint-Chamond

Un de nos camarades nous a communiqué dans le courant de cet été une coupure d'un journal qui semble être publié par une organisation de Métallurgistes affiliée à la C.G.T.

Un titre sur deux colonnes signale que : « Malgré les manœuvres de la C.F.T.C., les métallos ont renouvelé leur confiance à la C.G.T. », ceci à propos des élections pour le renouvellement des délégués ouvriers au F.A.M. qui eurent lieu les 9 et 10 juin derniers.

Dans le texte qui suit ce titre, il est rappelé que les ouvriers de cette firme n'avaient pas oublié la trahison (1) (trahison des dirigeants chrétiens, lors de la grève de novembre 1935).

Ce n'est pas la première fois, ce ne sera sans doute pas la dernière, que pour les besoins de leur agitation politico-syndicale, certains militants de la C.G.T. nous accusent d'avoir trahi les travailleurs Saint-Chamondais.

Il nous déplaît assez de revenir sur une action bientôt vieille de trois ans au cours de laquelle nous avons eu à jouer un rôle primordial, ce que nos adversaires de tendance ne nous ont jamais pardonné et ne nous pardonneront sans doute jamais. De plus, nous savons que nos affirmations n'auront à leurs yeux aucune valeur. Aussi bien pour permettre à nos camarades de fixer leur opinion sur cette affaire, allons-nous faire appel à une autre voix que la nôtre.

Dans l'Eveil de Nanterre, Pu-teaux, Suresnes, n° du mois d'avril 1936, supplément au journal local communiste, paraissant deux fois par mois, notamment en période électorale, nous lisons ce qui suit :

« CHRETIEN NE VEUT PAS DIRE FORCÉMENT REACTIONNAIRE. »

« A la veille du scrutin du 26 avril, les chefs réactionnaires de tous poils s'agitent furieusement. Une chose les tracasse : comment vont voter les Chrétiens ?... »

« Deux politiques s'offrent aux travailleurs chrétiens : la politique du fascisme, politique de haine et de violence, et la politique communiste, politique d'union du peuple de France contre ses exploitateurs. »

« Ainsi, à Saint-Chamond, lors de la grève des Forges et Acieries de la Marine, les communistes n'ont pas voulu faire de la question religieuse une question de division entre travailleurs. Ils ont uni contre le patronat les travailleurs chrétiens et les travailleurs révolutionnaires et grâce à cette union, ILS ONT ARRACHÉ LA VICTOIRE. »

Ainsi nos amis sont désormais fixés, il leur suffit de confronter les textes que nous venons de citer et dont chacun peut vérifier l'authenticité pour avoir une opinion définitive sur notre attitude et l'action que nous avons accomplie lors des grèves des F.A.M. en novembre 1935.

Espérons, sans trop y compter, que cela tranchera une fois pour toutes cette question de notre trahison.

J. P.

Voyage à Rome

Dans le numéro d'octobre de *Syndicalisme*, notre camarade Maurice GUÉRIN évoque le voyage de la C. F. T. C. à Rome ; nous lui empruntons les principaux passages de son intéressant article :

Après avoir évoqué le voyage vers la « Ville Eternelle », il en décrit l'arrivée et les premières heures de séjour : « Visite aux principales Eglises, à l'immense basilique St-Pierre, aux somptueux tombeaux et aux mosaïques splendides », et Maurice GUÉRIN poursuit :

« Et vous, ruines du Colisée où règne simplement une croix de bois nu, vous nous avez rappelé qu'après les gladiateurs, sur l'arène aujourd'hui encombrée de pierres écorchées, des chrétiens furent livrés à la mort au milieu des rugissements de joie sadique d'une foule plus féroce que les fauves du cirque, mais aussi inconsciente, hélas ! de ses gestes affreux que les lions aux sanglantes babines. »

« Du haut du Palatin, nous avons contemplé les restes dérisoires de l'immense Forum.

Ces temples effondrés, ces colonnes brisées, ces murailles que leur épaisseur n'a pu protéger des outrages du temps, tous ces vestiges d'une civilisation païenne vaincue par celle dont nous portons le nom, nous auraient rappelé, si jamais nous l'avions oublié, que nulle grandeur humaine n'est durable et que les fondateurs d'Empire sont roulés, tour à tour, plus ou moins proprement, « dans le linceul de pourpre où dorment les dieux morts... »

LA RECEPTION

A CASTEL GANDOLFO

Nous sommes maintenant à Castel-Gandolfo, dans la résidence d'été du Souverain Pontife, où celui-ci se trouve « depuis la visite fameuse du Héros à Croix gammée, dans la ville où la Croix de saint Pierre avait été dressée 19 siècles auparavant en témoignage de celle du Christ ».

Après quarante minutes de course dans la campagne romaine, nous voici devant la villa pontificale ; l'audience se pré-

pare et on nous introduit dans la grande salle.

Une petite porte, située à gauche du trône Pontifical s'ouvre au bout d'une vingtaine de minutes. Une voix brève annonce : « Il Santissimo Padre ». Porté sur la sedia, le Saint-Père apparaît et, de six cents poitrines, éclatent des acclamations ponctuées de longs applaudissements.

Un signe de l'un des secrétaires qui accompagnent Sa Sainteté et le silence redevient absolu. Lentement Pie XI se lève, fait deux pas, s'assoit sur son trône et promène sur l'assistance un regard paternel. Deux minutes encore de poignante émotion et, comme dans un souffle, le Pape prononce les premiers mots du grand discours qui durera près d'une heure et dont la grande Presse a rendu compte en son temps.

Formulons maintenant un souhait : c'est qu'un jour prochain, à l'occasion d'un nouveau voyage, les Ouvriers Métallurgistes puissent se grouper pour contempler, à leur tour, les splendeurs de la Ville Eternelle et parcourir les chemins consacrés par les souffrances de ceux qui avaient été les esclaves d'une civilisation matérialiste et inhumaine et que le Christianisme venait d'affranchir.

Camarade,

En cas de conflit professionnel dans ta maison, n'oublie pas de prévenir immédiatement ton Syndicat.

Après les Vacances

— Un Saint triste est un triste Saint.

— Un Catholique triste est un triste Catholique.

Le Christ n'était-il pas aux Noces de Cana ?

Les mouvements d'action catholique se sont préoccupés toujours très activement d'organisation des loisirs.

Des colonies de vacances aux gîtes d'étapes, tout un chemin a été parcouru depuis de longues années, la jeunesse, certes, a bénéficié plus particulièrement de cette attention spécialisée.

Fallait-il en rester là ? Non, et c'est ainsi qu'a été créé un Comité National des Loisirs, comprenant des représentants de toutes les grandes œuvres et mouvements d'action catholique ; ce Comité comprend : une Commission permanente, composée du Secrétaire général et des Présidents des Sections de travail réparties en six groupes, divisés, à leur tour, en Commissions. Ces Sections comprennent :

A. — FOYER :

Commissions. — Bricolage ; Jardins ouvriers ; Cercles de Loisirs.

B. — ARTS COLLECTIFS ET FETES :

Commissions. — Chanson ; Théâtre ; Jeu dramatique ; Cinéma-Radio.

C. — EDUCATION PHYSIQUE :

Commissions. — Education physique ; Jeux et sports ; Aviation populaire.

D. — CULTURE PERSONNELLE

Commissions. — Lectures ; Cours ; Conférences ; Visites dirigées ; Formation spirituelle.

E. — TOURISME VILLAGIATURE :

Commissions. — Auberges jeunesse ; Camping ; Colonies de vacances ; Villégiatures.

F. — DOCUMENTATION PROPAGANDE

Commissions. — Réalisations officielles ; Documentation générale ; Service de presse.

Le travail de ces Commissions est ensuite rassemblé par le Secrétariat National qui le communique au Service Loisirs des Grandes œuvres, aux bureaux diocésains et aux Secrétariats sociaux.

C'est à ces derniers, et plus particulièrement à celui de Paris, que nous sommes allés demander de bien vouloir compléter notre documentation ; très aimablement reçus par M. Curin, plus spécialement chargé de suivre ces questions, il a bien voulu nous fournir de fort précieux renseignements sur le comité Joies et Loisirs ; celui-ci, nous dit-il, fait porter son attention sur

Le rôle de la mère au foyer et les moyens de l'y préparer

Extrait de l'ouvrage de M^{lle} Totin
vice-présidente de la Fédération des Services hospitaliers
lauréate du Prix Anne Murray-Dike

Un quotidien de province à gros tirage, du type « information », lançant une enquête sur la jeunesse, rapportait récemment une interview prise par un de ses rédacteurs, près d'un groupe de jeunes ouvriers, dans un bar où ils se remettaient à la sortie du travail... Milieu mélangé où le genre « sport » domine. Mentionnant la présence de la jeune servante du lieu, et son attention aux propos échangés, propos auxquels la petite voulait mettre son bar où il soulignait, la trouvant plaisante, cette rebuffade d'un des grands garçons qu'il interrogeait :

— Toi, sois charmante et tais-toi !... Vous devinez le laïus... « Citation baudelairienne... goût de la culture... curiosité littéraire... » et le reste. Les erreurs et les mirages.

« Sois charmante et tais-toi... ». C'est cela, fais-toi belle, pare ton corps, fardes tes joues, rougis tes lèvres pour la joie de mes yeux... Mais ne t'avise pas de penser, de réfléchir, encore moins de parler, d'émettre un avis... D'un baiser rapide et brutal, j'aurais vite réduit au silence ta jolie bouche... Sans m'en douter, rejoignant toute la lignée des vieux philosophes païens, Cicéron et les autres... je te considère comme un petit être sans âme, créé uniquement pour mon plaisir.

Eh bien ! non, jeune homme, celle qui sera peut-être ta femme, ou celle de ton camarade, celle qui sera la mère de tes enfants a droit à une autre attitude de ton esprit...

Et toi-même, plus tard, quand la vie aura fait de toi un homme, et que tu songeras à fonder un foyer, tu lui demanderas de t'apporter autre chose que ce « charme » tout superficiel...

D'abord l'intégrité d'un corps en belle santé ; mais aussi un esprit ouvert, capable de s'intéresser à ce qui sera alors le sérieux profond de ta vie ; le métier que tu aimes, les conceptions qui t'apparaîtront justes et pour cela te seront chères.

Alors, ne cherche pas maintenant à la déflorer au passage, ne tûce que d'un geste ou même d'un mot qui te semblent sans conséquence, mais retiens-toi beaucoup plus profondément que ta propre nature ne peut te le laisser supposer, sur sa sensibilité plus affinée, en tous cas toute différente de la tienne. Respecte en elle, celle qui sera plus

tard « une maman dans la classe ouvrière ».

Je sais, il y a pour elle et pour toi un courant à remonter. Les idées toutes faites, dont a vécu la génération qui vous a précédés étaient fausses ; elles allaient contre la vie et c'est pourquoi votre jeunesse est menacée.

Aux femmes, on a menti en leur affirmant que le travail hors le foyer les libérerait des « servitudes ancestrales du mariage et de la famille... » que les amours de passage, comblant leur vie sensuelle, suffiraient à leur donner le bonheur ; et surtout qu'elles avaient le droit d'accepter ou de rejeter à leur gré le fruit de leur chair, résultat normal d'aventures sans lendemain.

Quelques-unes savent maintenant que le travail hors le foyer ne les a pas libérées du tout, des besoins profonds de leur nature féminine, qui ne s'épanouit que dans l'ordre et la stabilité, mais qu'il compromet de toute manière ce bonheur vers lequel elles tendent, en ruinant souvent et leur santé et celle des êtres chers qui les entourent ; en les courbant sous l'esclavage odieux d'une rationalisation sans âme... D'autres ont expérimenté les lendemains douloureux des aventures passionnelles, qui ne leur ont pas apporté l'amour, mais les mutilations, les infirmités qui frappent trop souvent, hélas !... celles qui ont cru à ces sophismes.

Cela est si vrai, qu'après vingt ans d'une expérience effroyable et sans pitié, un grand pays doit réviser son code, ayant compris qu'en légalisant ces théories inhumaines, il marchait à son propre anéantissement.

Ce que la jeune fille moderne doit savoir.

Ce sont ces choses qu'il faut enseigner, avant que de cruelles expériences les lui imposent, à la pauvre jeune fille moderne, si touchante et si dénuée de toute protection, dernière venue dans un monde brutal, qui dès les premiers pas dans la vie de travail, va salir son cœur, effaroucher son instinctive pudeur...

Soumise à l'instinct profond de sa nature, toute tendue vers ce qu'elle croit être l'amour et qui n'est que le besoin intime du don de soi, il faut qu'elle comprenne, cette petite fille, que ce don d'elle-même où elle va mettre, elle, sa vie tout entière, il ne se réalise pas seulement en l'offrande de son jeune corps au compagnon, choisi, mais qu'il doit comporter encore celle de toutes ses activités, de toutes ses pensées ; qu'il faut donc se garder pour cet absolu, dont dépend tout le bonheur de sa vie.

Don de toutes ses activités, de toutes ses pensées... oui, c'est bien cela !... les uns aimant les autres. Amour, don de soi, la cuisine appétissante, le linge bien lessivé, le carreau luisant, les rideaux bien nets, la toilette soigneusement revisitée, à l'heure où l'homme va rentrer... Et plus encore, en dépit parfois de l'attente anxieuse, l'égalité d'humeur, le sourire qui détend les nerfs de celui qui arrive fatigué, et puis l'attention pour écouter ce qui l'intéresse ; les nouvelles de la politique ou du syndicat, que sais-je ?... L'attention et aussi l'effort de compréhension. Combien d'hommes parmi les plus intelligents se lassent d'une jeune femme, même folle, même excellente ménagère, mais fermée à toute idée générale. Ce-là, souvent des militants, des valeurs professionnelles, vont devenir des aigris, des subversifs... Par contre, quel contrepoint apportera l'opinion d'une femme aussi avisée que bien équilibrée, à toutes les théories excessives versées comme un poison par les meneurs politiciens.

Et comme nous saisissons le but des menées antifamiliales de certains, et leur acharnement à la destruction de nos foyers.

Comprenez-vous tout ce que cela suppose non seulement d'abnégation, mais encore d'éveil de l'esprit, et comme il nous apparaît nécessaire que cette petite fille de la classe ouvrière, future femme d'ouvrier, et femme d'ouvrier en un temps où tant de valeurs surgissent du peuple, où un Bruning, pour n'en citer qu'un, hier meneur syndicaliste, un Maccari, fils de très humbles gens de service, peuvent devenir demain les chefs responsables des plus grandes nations, elle ait, comme disait notre Molière, « des clartés sur tout » et pas seulement — encore que cela soit, nous le redisons, d'une importance primordiale — sur des questions de cuisine et de tenue de maison.

Que voilà donc singulièrement élargi, ce rôle d'épouse-servante que des malfaiteurs, ou mieux, de savants détracteurs de la famille, se sont ingéniés à lui montrer comme devant rapetisser, mutiler sa jeune personnalité en quête de légitimes épanouissements.

(Extrait du n° 15, mai 1938, de « Pages Syndicales ».)

Création de brevets professionnels

Par arrêté en date du 12 septembre 1938, le brevet professionnel pour les professions suivantes : Ajusteur, Tournier, Fraiseur, Mécanicien, Chaudronnier, Toller, Dessinateur en constructions métalliques, Dessinateur en constructions mécaniques, a été créé dans le département du Pas-de-Calais (J.O., 15 septembre 1938).

Par arrêté en date du 12 septembre 1938, le brevet professionnel pour les professions suivantes : Ajusteur, Tournier, Fraiseur, Mécanicien d'Automobile, Forgeron, Serrurier, Chaudronnier fer et cuivre, Electricien monteur a été institué dans le département de la Gironde. (J.O., 15 septembre 1938).

Le Congrès des Métallurgistes Belges

(Suite de la 1^{re} page)

Après le vote rapide du règlement de la Caisse de pension des anciens membres (eh, oui, en Belgique, les métallurgistes chrétiens, par le seul fait de payer leur cotisation, se constituent une retraite). René DECLERQ, secrétaire général de la Centrale, présente le rapport moral et financier.

Samedi après-midi

De ce rapport, il ressort que les adhérents de la Centrale se chiffrent à près de 50.000 ; que la spécialisation appelant la spécialisation, la Centrale a dû faire appel aux services d'un ingénieur, M. Mansion, qui a la lourde charge du bureau d'Etudes et de Documentation à qui il appartient de réunir tous les renseignements concernant les usines métallurgiques belges ; qu'il a été obtenu un rajustement des salaires allant de 22 à 25 % alors que les indices n'ont varié que de 10 % ; que la Centrale encaisse par an plus de 8 millions de francs de cotisations (30 francs par membre et par mois) et qu'elle a payé 4 millions d'indemnités de grève ; 65.000.000 de francs d'indemnités de chômage ont été payées en 1936-1937, mais il est à noter qu'en Belgique, les indemnités de chômage ne sont versées que par l'intermédiaire du syndicat, alors qu'en France elles sont payées directement par le fonds municipal de chômage ; et, pour terminer, notons que la caisse de pension, dont il est parlé plus haut, possède une réserve de plus de 2.000.000 de francs.

Puis, avant de continuer ses travaux, Arthur Bertinchamps est heureux de saluer, au nom du Congrès, Henri PAUWELS, président de la C. S. C., ainsi que M. le ministre MARCK, qui viennent d'arriver.

Rapport de M. Mansion

Cette première journée de Congrès va se terminer par le rapport de M. Mansion : *Comment élargir le champ de l'industrie des métaux en Belgique*, pour faire échec au chômage dont nos amis souffrent également. Un graphique, établi par le rapporteur, montre que c'est surtout la construction mécanique qui est en déficience ; les importations dépassant de loin les exportations. Et, ce qui est plus grave encore, souligne le rapporteur, le kilo importé coûte à la Belgique en moyenne 13 francs, quand le kilo exporté ne lui rapporte que 7 fr. 70.

Donc gros effort à effectuer tant en quantité qu'en qualité.

« Il y a donc un grand et énorme travail à faire pour remédier à ce déplorable état de choses. Il faut arriver à renverser la situation : il faut que nous exportions 2 milliards et importions 500 millions de ces produits. »

« Cela aurait un double résultat : d'abord de donner du travail permanent à 75.000 ouvriers, et, ensuite, de mettre à la disposition du pays, trois milliards de plus pour acheter des produits que nous ne pouvons fabriquer ou produire en quantité suffisante : laine, coton, café, vin, cacao, bananes, etc. ; ce qui signifie, pour l'ensemble des Belges, plus de bien-être et une activité accrue pour la plupart des industries. »

« Il va de soi, qu'une telle œuvre est une œuvre de longue haleine, qu'elle ne se fera, ni en un an, ni en deux, qu'elle demande la collaboration de toutes les forces vives de la nation. »

Dimanche matin

Plusieurs rapports sont à l'ordre du jour. E. ROISIN, JAVAUX et Joseph FAUCHAMPS traiteront tour à

tour des revendications immédiates de la Centrale dans les industries de la construction mécanique, du zinc et de la sidérurgie. Ces revendications, compte tenu des conditions particulières de chacune de ces industries, porteront principalement sur les salaires de base qui il est de toute urgence de relever, sur les maladies d'origine professionnelle, les congés payés, l'hygiène et la sécurité, les accidents au travail et la préparation professionnelle. Au cours d'une brève suspension de séance, nous eûmes l'occasion, Pères et moi, de participer aux travaux d'une commission qui avait mission d'étudier les questions chères aux frontaliers. Il y a quelques années déjà, notre Fédération eut à s'occuper de cette question. Nul doute, qu'à l'avenir, faisant suite à cet échange de vues, des relations plus suivies s'établiront dont, nous ne doutons pas, nos amis se trouveront grand bien.

La séance est reprise et Bertinchamps donne la parole aux délégations étrangères.

Ce sont les délégués hollandais (catholiques d'une part et protestants de l'autre) qui apportent le salut de leur Centrale, disent leur joie d'avoir participé à ce Congrès et forment des vœux pour la prospérité toujours croissante de la Centrale qui, tout en améliorant le sort matériel des ouvriers, travaille aussi à leur bien-être moral et spirituel.

Et Pères se lève pour remercier tout d'abord nos amis Belges de la réception qui nous a été faite et pour dire la forte impression que lui ont faite les assises auxquelles il vient d'assister. Il profite de l'occasion qui lui est donnée pour expliquer notre position à l'égard des problèmes intéressant les frontaliers, pris depuis deux ans en pleine tourmente sociale économique et internationale ; notre attention se porte vers la consolidation de nos positions acquises.

Et, après avoir félicité les métallos belges de leur forte et irréprochable organisation, notre ami Jean Pères termine en souhaitant aux congressistes de marcher de progrès en progrès, afin que, éclairés par une saine doctrine, ils puissent améliorer sans cesse le bien-être moral et social des ouvriers, non seulement des chrétiens, mais de tous, quels qu'ils soient.

Après que Henri Pauwels eut donné les grandes lignes de l'orientation future du syndicalisme chrétien, M. l'abbé KETELS, aumônier de la Centrale, prononça le discours de clôture.

On aimerait transcrire en entier ce régal oratoire qui eut pour thème : « L'Eglise et les ouvriers. » Après avoir fait justice de quelques clichés grossiers derrière lesquels s'abrite une malice négative, l'orateur, citant le Pape, stigmatisa les tartufes « qui tout en se disant catholiques, se souviennent à peine de la sublime loi de justice et de charité... », bien plus, il y en a qui abusent de la religion elle-même pour écarter les réclamations pleinement justifiées de leurs ouvriers. »

Et l'abbé Ketels de conclure, après avoir cité la lettre du Pape à la C.S.C. où il est fait une distinction marquée entre l'activité de celle-ci et celle « des organisations patronales et de syndicats neutres qui ne vont pas sans inclure de sérieux dangers », en battant le « rappel des forces sociales, morales et spirituelles » senties par la masse des baptisés et qui fermentent au fond de leur cœur. « Le Matérialisme marxiste est de trop fraîche date, termine-t-il, pour que les masses ne trouvent dans la doctrine du Christ, en même temps que la sanctification de leur

travail, le code pacifique de leurs droits et de leurs devoirs, le grand secret de s'élever matériellement et spirituellement, sans pouvoir troubler la paix et sans jamais violer la justice. »

Et maintenant, il nous reste à remercier chaleureusement nos amis belges pour l'excellente réception qu'ils nous ont réservée. A aucun moment, nous n'avons eu l'impression d'être des étrangers. Dès notre arrivée à Bruxelles à notre départ, nos amis se couperont en quatre, comme l'on dit en France, pour nous faciliter un séjour qui fut des plus agréables.

Cette visite des locaux de la Centrale si parfaitement organisée, elle est un exemple de ce que peut réaliser les travailleurs lorsqu'ils disposent de moyens suffisants.

Nos amis savent aussi utiliser les talents de leurs amis, surtout lorsque ces derniers, comme c'est le cas pour M^{me} Mansion, sont d'un dévouement complet par une exquise amabilité.

M^{me} Mansion, soliste des Concerts Lamoureux, au cours d'une partie artistique le samedi soir, sut charmer son auditoire par des mélodies chantées en flamand et en français, ce qui n'était pas d'un moindre intérêt.

La journée du dimanche fut en tout point agréable : visite des serres, où est cultivé un raisin destiné à la consommation sur table et le soir un fraternel repas en commun, servi dans un cadre agréable, mettait le point final à une hospitalité qui demeure pour nous un souvenir et un exemple de fraternité.

Nul doute qu'à l'avenir, les bonnes relations d'amitié ne feront qu'affirmer le sentiment national qui incite les peuples de nos deux pays à fraterniser et, qu'ainsi, nous travaillerons d'un commun accord à la tâche que nous avons fait nôtre :

Libérer l'ouvrier, notre frère de travail, pas simplement chez nous, mais dans le monde.

Jean GERSTEL.

NOTRE CARNET

NAISSANCES

Dominique, Jean - Louis, Jacques, Pierre, Xavier et Yves DELCLOS nous font part de la naissance de leur petite sœur MARIE-MARTHE.

L'O. M. les remercie de bien vouloir associer notre grande famille métallurgiste à leur joie et adresse ses vœux à Madame DELCLOS pour sa santé personnelle et celle de sa chère famille et prie notre ami, Louis DELCLOS, militant dévoué de notre mouvement, ex-conseiller du Syndicat de la Métallurgie de PARIS, d'agréer tous nos compliments. Père de famille nombreuse et syndicaliste convaincu sont autant de titres qui honorent non seulement celui qui les a acquis mais aussi notre organisation.

Nous sommes heureux d'apprendre la naissance à BORDEAUX : Chez notre camarade CHEYS-SAC, de Pierrette RIGAL, sa petite-fille ;

Chez notre camarade CAZEAX, d'une petite Anne-Marie.

Nous adressons nos félicitations à nos camarades, et faisons des vœux de bonheur pour les deux bébés.



Imprimerie Centrale
12, rue St-Siméon,
Bordeaux.

Le Gérant : Henri SIMON.

La Vie Fédérale et Syndicale

Camarades Parisiens

Inscrivez à votre calendrier syndical la date du 19 NOVEMBRE et réservez votre-après midi de ce jour pour assister à l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE de votre syndicat.

PARIS

La période des vacances passée, les réunions reprennent leur rythme interrompu. Au cours de sa séance mensuelle de septembre le Conseil a déjà plusieurs questions importantes à examiner, parmi lesquelles nous relevons : Comment se présente la situation des fabriques de moteurs d'aviation de la Région parisienne après l'extension de la Convention de l'Aéronautique ; les nouveaux décrets de dérogation à la loi des 40 heures avec, en contre partie, le rappel de notre position au sujet de cette loi ; les élections prud'homales qui auront lieu en novembre nous ramènent à l'examen des inscriptions, et il apparaît que les camarades n'ont pas apporté à cette question l'attention qu'elle mérite. La situation financière nous rappelle, avec la triste réalité du chômage et les mesures que la Commission administrative a dû prendre dans l'intérêt même des divers Syndicats, la nécessité d'adapter le taux des cotisations aux fluctuations des salaires si nous voulons conserver à notre mouvement tous ses moyens d'action. C'est ensuite la préparation de notre prochaine Assemblée générale qui retient longuement notre attention, nous envisageons d'en confier la présidence à Charlemagne Broutin, bien connu de nos camarades parisiens et qui, depuis de nombreuses années, préside aux destinées de notre fédération, les différents rapporteurs sont ensuite désignés, après quoi on passe à la préparation des élections au Conseil syndical.

Diverses questions, concernant l'organisation matérielle de cette Assemblée sont discutées ou reportées à la séance d'octobre. Puis, voulant fêter, cette année, la Saint-Eloi avec plus d'éclat qu'à l'ordinaire, une Commission avait été nommée, elle nous fait l'exposé de ses travaux. Après discussion, nous lui demandons de nous fournir, pour le mois prochain, un nouveau projet d'après les indications reçues. Et le Conseil s'ajourne au 8 octobre.

Le Secrétaire :
R. LELIEVRE.

COTES-DU-NORD

GUINGAMP

Au Syndicat des Métallistes de Guingamp

FIN DU CONFLIT DE LA TOURELLE

Après cinq semaines de grève, la sentence surarbitrale de M. le Président de la cour d'Appel de Rennes a décidé de donner suite favorable aux réclamations formulées par les syndicats ouvriers, en ce qui concerne les allocations familiales, Assurances Sociales, Congés payés, mais remet entre les mains du Juge de paix de Guingamp, le soin de décider de la réintégration ou de la non réintégration d'Ollivier.

Le Juge de paix de Guingamp vient lui-même de rendre sa sentence en repoussant la réintégration et en accordant seulement à Ollivier une indemnité de 431 fr. pour congés payés.

Lorsqu'en juin dernier le syndicat adhérent à la Confédération Générale du travail prenait la responsabilité du mouvement de grève, notre organisation en était à ses débuts, malgré cet handicap nous réussissons à nous maintenir et à faire face aux pires difficultés. A cet effet, nous devons remercier tout particulièrement notre camarade Messem, président de l'Union Départementale qui nous apporte avec sa collaboration, son expérience syndicale, ouvrier métallurgiste lui-même et militant éprouvé, nous avons pu grâce à son concours éclairé, sauvegarder l'intégrité de nos droits.

Dès les premières journées de la grève, notre Syndicat précisait nettement sa position, dégageant sa responsabilité quant à l'occupation des ateliers qui n'était point son fait. Notre syndicat entendait garder sa liberté d'action à l'égard des revendications qu'il estimait justifiées, c'est ainsi qu'il faisait parvenir à la Direction une note réclamant le paiement intégral des allocations familiales et des assurances sociales et la mise à jour des congés payés. Puis, intervenant auprès des pouvoirs publics, il attirait leur attention sur les difficultés auxquelles se heurtaient les tentatives de conciliation du fait de l'occupation des locaux.

Cédant devant la force armée, les camarades de la C.G.T. abandonnaient leur position première, position qui les plaçait hors de la légalité et au bout de plusieurs semaines ils étaient dans l'obligation d'accepter une sentence surarbitrale qui décidait que seules devaient être prises en considération, les parties des revendications que, pour notre part, nous avions défendues et que tout ce qui avait été ajouté ne pouvait être retenu et ne justifiait en aucune façon la grève présente.

Cinq semaines pour aboutir à un

tel résultat ! Quel est l'ouvrier consciencieux qui y a trouvé son bénéfice ? Quel est le père de famille qui n'ait à se plaindre d'avoir été contraint de cesser tout travail pendant une aussi longue durée ?

Nous ne pouvons admettre qu'on ait pour un tel motif fait perdre aux familles ouvrières le salaire qui les fait vivre, nous avons le devoir de prouver contre l'emploi de telle méthode. Certes, la grève est un droit, mais l'exercice de ce droit requiert certaines dispositions qui font une obligation à ceux qui prennent la responsabilité de l'exercer d'en mesurer les conséquences.

Voici donc des femmes et des enfants à qui par répercussion on fait supporter de lourdes privations, et pour certains foyers ouvriers c'est la gêne pour de nombreux mois. Organisation syndicale responsable, nous n'entendons point faire ici le procès de certains de nos camarades dont la pensée et l'action est différente de la nôtre, mais nous pensons qu'avant de se lancer dans un mouvement de grève, il importe d'en mesurer les conséquences, afin d'éviter, par une action inconsidérée, de desservir les justes revendications de la classe ouvrière.

Servir les travailleurs, telle est notre pensée, et le Syndicat métallurgiste de Guingamp, les faits sont là pour le prouver, peut être fier d'avoir, dès les premiers jours, défini aussi nettement sa position dans un conflit aussi pénible et embrouillé. Il reste fidèle aux principes de la C.F.T.C. qui travaille depuis un demi-siècle pour le mieux-être des ouvriers dont nous sommes, et dont nous partageons les inquiétudes et les peines.

Notre Syndicat a eu, en outre, à faire face à des difficultés financières. Il a fait tout son possible pour venir en aide à ses adhérents ; il les félicite du calme qu'ils ont gardé pendant toute cette grève, malgré les nombreuses brimades reçues des camarades, ouvriers comme eux, et espère que le nombre de ses syndiqués continuera à croître.

Il profite pour remercier les dirigeants de l'Union départementale de l'aide qu'ils nous ont apportée, ainsi que tous les autres syndicats de l'Union Régionale qui ont largement répondu à notre appel de solidarité.

Il espère que ceux qui n'ont pas encore versé leur modeste contribution voudront aider les camarades métallos qui ont si fièrement défendu le drapeau de la C.F.T.C. dans ce pénible conflit.

Merci à tous ! Vive les métallos C.F.T.C. de Guingamp.

Et vive la C.F.T.C. tout entière.

HAUTE-MARNE

SAINT-DIZIER

Notre dernier réajustement de salaires, qui ne demanda pas moins de cinq mois pour être réalisé, fut enfin signé le 11 juillet à Chaumont.

Nous ne voulons pas revenir sur toutes les difficultés rencontrées au cours de ces pourparlers, toutefois, étant données certaines interprétations, nous estimons nécessaire de faire connaître notre point de vue tel qu'il est défini ci-dessous :

1° Texte de l'accord :
TROISIEME ADDITIF
à la Convention Collective
de Travail

des 8 septembre et 1° octobre 1936

Entre la délégation patronale et les délégations ouvrières soussignées il a été convenu ce qui suit :

1° A partir du 1° juillet 1938, les salaires de base tels qu'ils résultent de l'application de la loi de 40 heures au prix de base du barème des salaires de la convention collective sont majorés de 8 p. cent.

2° Il est alloué à partir du 1° juillet 1938, à chaque ouvrier et ouvrière, par heure de travail effectif, une indemnité spéciale fixée aux taux minima suivants :

Ouvriers âgés de plus de :

21 ans révolus et de moins de 60 ans : 0 fr. 90 ;

18 ans révolus et de moins de 21 ans : 0 fr. 50 ;

16 ans révolus et de moins de 18 ans : 0 fr. 30 ;

de moins de 16 ans : 0 fr. 25 ;

de plus de 60 ans : 0 fr. 40 ;

Ouvrières âgées de plus de :

21 ans révolus et de moins de 60 ans : 0 fr. 40 ;

18 ans révolus et de moins de 21 ans : 0 fr. 30 ;

16 ans révolus et de moins de 18 ans : 0 fr. 20 ;

de moins de 16 ans : 0 fr. 15.

Toutefois, il est expressément entendu que les ouvriers âgés de plus de 60 ans, mais reconnus en possession de leurs pleines capacités professionnelles et payés comme tels, recevront l'indemnité afférente aux ouvriers de moins de 60 ans.

3° Il est expressément spécifié que l'indemnité horaire définie ci-dessus ne peut s'appliquer qu'aux heures normales effectuées, à l'exclusion de toute heure supplémentaire à salaire majoré ;

4° Le bénéfice de ces dispositions annule et remplace ceux des additifs en date du 16 mars 1937 et 25 octobre 1937.

Les allocations familiales étant cependant fixées comme suit :

Un enfant : 32 fr. 50 ;

2 enfants : 95 fr. ;

3 enfants : 175 fr. ;

4 enfants et suivants : 125 francs en sus par enfant.

5° En aucun cas les avantages octroyés par le présent additif, en ce qui concerne les heures normales définies à l'article 3, ne pourront être inférieures à ceux résultant de l'application de l'additif du 25 octobre 1937.

6. Les modifications du présent

additif ont été adoptées en se référant à l'article 10 de la loi du 4 mars 1938.

Fait à Chaumont, le 11 juillet 1938.

Pour la délégation patronale :

MM. Rodomel, Giros, Lam-

bour, Châtel.

Pour les délégations ouvrières :

C.F.T.C. : Barbaux,

Gaucher ; C.G.T. : Didriche,

Thiry, Boulogne, Malingret.

2° Lettre adressée aux industriels

signataires de la convention collective :

Saint-Dizier, le 2 août 1938.

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous faire connaître, en raison des difficultés soulevées par le 3° additif de notre convention collective, le point de vue de la délégation ouvrière C.F.T.C.

En signant le 3° additif du 11 juillet 1938 relatif aux salaires minima de notre convention, nous avons fait porter, sur l'insistance de la Délégation patronale, la majoration de 8 p. cent sur les salaires de base de la dite convention, excluant de ce fait tous les salaires aux pièces ou dépassant les minima du nouvel accord.

Est-ce à dire que les délégations patronale et ouvrière aient voulu exclure d'une augmentation possible, les salaires aux pièces ou dépassant les minima ? Notre délégation ne le croit pas.

Le souci de ne pas imposer une charge excessive aux Usines les moins favorisées, le principe de relever des salaires minima ne peuvent avoir pour conséquence fatale d'annuler toute initiative patronale concernant la fixation de salaires dépassant les minima ainsi que l'établissement de fait du travail aux pièces.

Par la signature des derniers accords, notre Délégation a répondu aux difficultés économiques énoncées par M. Rodomel, faisant preuve d'une largeur de vue sans doute souhaitable, étant donné la diversité des Industries signataires ; mais, elle n'entend pas que cela puisse signifier une faiblesse.

Nous pensons que les efforts faits à la suite des accords d'octobre 1937, par tels ou tels Industriels pour une certaine catégorie de leur personnel, méritent en conscience d'être soutenus même après les accords du 11 juillet 1938.

Nous le répétons, nous avons réajusté des salaires minima.

Le fait que tout salaire en vigueur depuis octobre 1937 dépassant les minima des derniers accords (11 juillet 1938) ne serait pas révisable, laisse supposer que ces salaires non révisables deviendront dans 6 mois ou 1 an, par le jeu répété des réajustements, les salaires minima de ce temps.

Est-ce cela que veulent Messieurs les Industriels ? C'est contraire à l'esprit de la convention qui laisse à ces derniers, la possibilité de rémunérer d'avantage leurs meilleurs ouvriers, dans toutes les catégories.

Nous espérons en conséquence

Les Elections Prud'homales approchent.

Militants responsables, prenez vos dispositions pour relever les listes d'électeurs inscrits dans les mairies et préparez vos candidats et votre campagne électorale.

que vous saurez concilier cet esprit avec la lettre des accords.
Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations distinguées.

Signé : BARBAUX.

LOIRET

ORLÉANS

A propos des récents arbitrages

Aucun relèvement des allocations familiales n'a été accordé par les dernières sentences ; notre Syndicat se rapportant à l'article 10 de la loi du 4 mars 1938 dans lequel il est dit que : « la révision des salaires et des allocations familiales sera effectuée tous les six mois et lorsque l'indice considéré atteindra une hausse de 10 p. 100 » a adressé à la Chambre Syndicale Patronale les lettres suivantes dont nous vous donnons quelques extraits :

— Tout d'abord une constatation : la disproportion de la majoration accordée avec la hausse du coût de la vie ; d'autre part depuis le 9 avril 1937, aucune revalorisation du taux des allocations familiales n'a été effectuée.

— Lorsque dans un foyer le père seul rapporte un salaire, les difficultés augmentent lorsque ce salaire, très déprécié par la hausse constante des prix, n'est pas au moins partiellement revalorisé par des allocations familiales suffisantes.

— Pour le retour de la mère au foyer, nous attirons votre attention sur la prime spéciale qui vient d'être accordée à nos camarades du Commerce et du Bâtiment, aussi, nous vous demandons de bien vouloir accorder aux ouvriers dont la femme demeure à son foyer et ne se livre à aucun travail rémunéré, une indemnité mensuelle de 150 francs.

La réponse patronale se borne à déclarer : « qu'il ne peut être question d'augmentation, la variation d'indice étant insuffisante », et passe sous silence la revalorisation des allocations familiales qui, selon certaines remarques, seraient, dans la Métallurgie, plus élevées que dans les autres professions.

Devant cet escamotage, nous avons cru devoir préciser, avec insistance, notre point de vue par

une nouvelle lettre dans laquelle nous avons marqué notre souci de voir réaliser, dans la Métallurgie du Loiret, la réforme appliquée dans d'autres régions.

« Les familles ouvrières ne sauraient être pénalisées pour avoir accompli leur devoir et il n'est pas concevable qu'elles voient, d'une part leurs charges augmenter et, de l'autre, leurs ressources diminuer à chaque rajustement de salaires, c'est ce à quoi aboutirait, si nous vous suivions, la conclusion de votre réponse. »

Devant la logique de nos arguments, nos bons patrons se sont dispensés de nous répondre ; aussi, camarades métallurgistes, pères de famille qui approuvez notre action, venez grossir nos rangs pour défendre tous vos droits.

Le Secrétaire.

MANCHE

CHERBOURG

Syndicat chrétien de la Métallurgie et parties similaires

A NOS ADHERENTS

Les vacances sont terminées. Pendant quinze jours les travailleurs se sont reposés des fatigues de l'usine. Certains ont pu même faire un voyage dans une autre ville ou à la campagne, et là ils ont pu tout à leur aise récupérer leurs forces et se livrer à leurs loisirs préférés. Maintenant ils en sont reus avec plus de courage et de force.

Avec la reprise du travail, l'activité de notre Syndicat a repris aussi. Bien que cette activité n'ait jamais disparu, elle a dû faiblir, les adhérents et dirigeants étant en congé. Mais c'est fini, il faut penser à reprendre notre action un instant interrompue, les dirigeants l'ont déjà reprise depuis longtemps, et tous les mercredi ils se retrouvent au grand complet en réunion de conseil.

Mais il faut que les adhérents eux aussi reprennent l'action. Les réunions d'études vont reprendre tous les mois. La première sera faite quand paraîtra ce numéro puis, qu'elle a été fixée au mercredi 21 septembre, mais nous convions tous nos adhérents à venir nombreux à l'assemblée générale qui se tiendra le mercredi 19 octobre.

Il faut que tous comprennent l'intérêt de cette Assemblée qui ne se tient que deux fois par an. Aux heures pénibles que traverse notre corporation, de la Métallurgie cherbourgeoise, il n'est pas permis à un métallo syndiqué de se désintéresser de ce qui se passe, et ce n'est qu'en assistant aux réunions de son syndicat qu'il sera renseigné.

Que chaque syndiqué comprenne donc que c'est pour lui un intérêt et un devoir d'assister à notre Assemblée générale du mercredi 19 octobre.

Le Secrétaire adjoint :
Ernest LAUNAY.

NORD

LILLE

A propos de la révision de la convention

Conformément au mandat reçu de nos syndiqués, nous avons écrit en juin, d'une part à la Chambre Patronale, d'autre part à la Chambre Syndicale Ouvrière (C. G. T.), en vue de notre participation aux discussions de révision. L'Inspection du Travail, se retranchant derrière une circulaire de Ramadier, ne voulait nous convoquer en réunion paritaire qu'à la condition que les deux parties ci-dessus acceptent notre participation ; seule la Chambre Patronale accepta, la C. G. T., après une histoire assez mystérieuse de lettre non reçue, lettre cependant confirmée une deuxième fois, dont Gauthier accusa réception avec promesse de faire connaître la détermination de la C. A. qui devait se réunir le 22 juillet, ne nous donna aucune réponse.

Nos camarades comprendront que las d'attendre la réponse cégétiste, nous avons fait en réunions mixtes, nos propositions de révision à la Chambre Patronale.

Parmi nos demandes, celles modifiant les primes de panier, de déplacement ont été retenues ; celle concernant la modification de base des salaires est en difficulté ; deux modifications concernant les articles 1 et 2 de la convention sont définitivement acquies.

D'autre part, nos camarades apprendront que les pourparlers, suspendus récemment pour un motif autre que la révision, ont repris et que nous aurons d'autres entrevues avec la Chambre Patronale. Aussi demandons-nous à nos amis de répondre à toute convocation du Syndicat afin d'être renseignés et éventuellement, de prendre toute décision utile.

Pour le Bureau Syndical,
A. Vandenbroucke.

Documentation syndicale pour constituer le dossier du militant

Ci-dessous une liste d'ouvrages et de brochures en vente à la LIBRAIRIE SYNDICALE de la C.F.T.C., 28, place Saint-Georges, Paris (9°). — Chèques postaux : 283-24.

Manuel pour Cercles d'études (Lévy) Fr. 9
Petit Manuel d'éducation Syndicale 1 50
Les Catholiques et la crise actuelle 2 50
De Montreux à Paris (compte rendu du Congrès International 18) 0 50
Syndicalisme Chrétien et Corporatisme Fasciste 0 50
La C.F.T.C. et la législation sociale depuis Juin 1936 (rapport de Jean Pères au 19° Congrès).

Le Syndicalisme chrétien et l'œuvre législative à accomplir pour un Code moderne du Travail (Rapport de G. Tessier au 19° Congrès).

Prix pour chacun de ces deux opuscules :

1 exemplaire franco 1 25
10 exemplaires 11 »
25 exemplaires 22 50
50 exemplaires 40 »
100 exemplaires 70 »

La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (Nouvelle Edition)

1 exemplaire franco 1 »
10 exemplaires 8 50
25 exemplaires 17 50
50 exemplaires 30 »
100 exemplaires 50 »

La C. F. T. C. vient également de créer un fanion (pour bicyclettes) qui est en vente aux prix suivants :

1 fanion franco 7 50
10 fanions 70 »
25 fanions 160 »
50 fanions 280 »

A propos des billets populaires

UNE PROTESTATION

Nos camarades de Chalon-sur-Saône nous écrivent à propos des billets populaires de congés annuels.

Il faut que la Société Nationale des Chemins de Fer Français cesse de considérer les porteurs de billets populaires comme de vulgaires colis.

« Les syndicats adhérents à l'Union locale des Syndicats chrétiens, 23, rue du Châtelet, à Chalon-sur-Saône (Employés, métallurgie, bâtiment, services hospitaliers, cheminots, habillement, fonctionnaires) regrettent vivement que de nouvelles dispositions soient venues restreindre encore les conditions d'utilisation des billets populaires de congé annuel en supprimant notamment l'admission dans un grand nombre de trains et d'autorails, rapides et

express, en permanence et en période d'affluence.

« Rappelent que ces billets populaires avaient été établis en partie pour agrémenter les loisirs, faciliter les voyages et les déplacements aux travailleurs bénéficiant maintenant d'un congé annuel, mais aux ressources toujours bien modestes ;

« Constatent qu'avec toutes les conditions exigées, les restrictions apportées, ces billets n'atteignent qu'imparfaitement le but ci-dessus rappelé, ne pouvant être utilisés que rarement par les travailleurs en question ;

« Formulent le vœu qu'à l'avenir les conditions d'utilisation soient améliorées, notamment en ce qui concerne le parcours minimum, le séjour à destination, le nombre et la nature des trains et autorails pouvant être utilisés. »

Nouveaux taux minima d'allocations familiales applicables par arrêté ministériel dans les départements suivants

FINISTERE.

1° A compter du 1° octobre 1938 :

Pour un enfant à charge, 1 fr. 20 par jour ou 30 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 2 fr. 40 par jour ou 60 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 4 fr. 60 par jour ou 115 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 7 fr. par jour ou 175 fr. par mois.
Pour 5 enfants à charge, 10 fr. par jour ou 250 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du cinquième, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.

2° A compter du 1° janvier 1939 :

Pour un enfant à charge, 1 fr. 20 par jour ou 30 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 3 fr. par jour ou 75 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 5 fr. par jour ou 125 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 8 fr. par jour ou 200 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du quatrième, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.

L'arrêté du 2 septembre 1938 cesse d'être applicable à dater du 1° octobre 1938.

(« J.O. » du 17 septembre 1938.)

HAUTES-ALPES.

Pour un enfant à charge, 1 fr. 20 par jour ou 30 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 3 fr. par jour ou 75 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 5 fr. par jour ou 125 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 8 fr. par jour ou 200 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du quatrième, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.

Le présent arrêté est applicable à compter du 1° octobre 1938.

(« J.O. » du 20 septembre 1938.)

BASSES-ALPES.

Pour un enfant à charge, 1 fr. 20 par jour ou 30 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 3 fr. par jour ou 75 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 5 fr. par jour ou 125 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 8 fr. par jour ou 200 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du quatrième, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.

Le présent arrêté est applicable à compter du 1° octobre 1938.

(« J.O. » du 20 septembre 1938.)

SEINE-INFERIEURE.

Pour un enfant à charge, 1 fr. 60 par jour ou 40 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 7 fr. 20 par jour ou 180 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 11 fr. 20 par jour ou 280 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du quatrième, 4 fr. 80 par jour ou 120 fr. par mois.

Le présent arrêté est applicable à compter du 1° octobre 1938.

(« J.O. » du 20 septembre 1938.)

VENDEE.

Pour un enfant à charge 1 fr. 20 par jour ou 30 fr. par mois.
Pour 2 enfants à charge, 3 fr. par jour ou 75 fr. par mois.
Pour 3 enfants à charge, 5 fr. par jour ou 125 fr. par mois.
Pour 4 enfants à charge, 8 fr. par jour ou 200 fr. par mois
et pour chaque enfant en sus du quatrième, 4 fr. par jour ou 100 fr. par mois.

Le présent arrêté est applicable à compter du 1° octobre 1938.

(« J.O. » du 20 septembre 1938.)

L'INFORMATION PROFESSIONNELLE

La refonte de la loi sur les accidents du travail (1)

« Le salaire journalier visé à l'alinéa précédent s'entend du salaire hebdomadaire divisé par six. »

« Si le salaire est variable, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. »

« Si le travail n'est pas continu, l'indemnité journalière sera calculée en divisant par le nombre de jours ouvrables le salaire annuel calculé conformément aux dispositions de l'article 10, paragraphe 3. »

« Le taux de l'indemnité journalière est, à partir du trente-troisième jour après celui de l'accident, porté de 50 p. 100 à 66,66 p. 100 du salaire. »

« L'indemnité journalière est payable aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle entre deux paiements puisse excéder seize jours ; »

« 2° Pour l'incapacité permanente et partielle, à une rente égale, pour la partie du taux d'incapacité ne dépassant pas 50 p. 100, à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire annuel défini à l'article 10 et à la totalité de cette réduction pour la partie de ce taux excédant 50 p. 100 ; »

« 3° Pour l'incapacité permanente et totale, à une rente égale à 75 p. 100 dudit salaire annuel. »

« Le montant de la rente est toutefois porté à 100 p. 100 du salaire, si la victime est atteinte d'une incapacité totale de travail l'obligeant, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à une tierce personne. Ladite rente est en outre majorée d'une somme de 3.000 fr. dans les conditions de la loi du 30 avril 1931. »

« Le taux d'incapacité est déterminé, d'après la nature de l'infirmité, suivant un barème indicatif d'invalidité, établi d'après celui en usage pour l'application de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires, modifié ou complété s'il y a lieu par un règlement d'administration publique pris après avis de la 4^e section du conseil supérieur des assurances privées. »

« La victime a le droit, en outre, de réclamer à son employeur, soit la fourniture ou le renouvellement des appareils de prothèse nécessaires à raison de son infirmité, soit une indemnité représentative de leur acquisition et de leur renouvellement. La nature, la valeur, ainsi que les époques de renouvellement des appareils, seront fixées par un règlement d'administration publique rendu après avis de la 4^e section du conseil supérieur des assurances privées. L'indemnité représentative sera ajoutée, dans les conditions précises par ledit règlement, au montant même de la rente ; »

« 4° Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes désignées ci-dessus, à partir du décès, dans les conditions suivantes : »

« a) Une rente viagère égale à 25 p. 100 du salaire annuel de la victime au conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident. »

« Dans le cas où le conjoint survivant divorcé ou séparé de corps a obtenu une pension alimentaire, la rente viagère lui sera due, mais elle sera ramenée au montant de cette pension, sans pouvoir dépasser au maximum 20 p. 100 du salaire annuel de la victime, et sans que, s'il existe un nouveau conjoint, celui-ci puisse garder moins de la moitié de la rente viagère de 25 p. cent. »

« Le conjoint condamné pour abandon de famille ou qui avait abandonné le domicile conjugal sans motif légitime depuis plus de trois ans est forcé de tous ses droits au regard de la présente loi. »

« En cas de nouveau mariage, le conjoint survivant, s'il n'a pas d'enfant, cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué dans ce cas, à titre d'indemnité totale, une somme égale à trois fois le montant de la rente. »

« S'il a des enfants, le rachat pourra être différé jusqu'à ce que son plus jeune enfant ait atteint l'âge de seize ans. Le président du tribunal statuera sans appel sur cette requête effectuée par simple notification au greffe ; »

« b) Pour les enfants légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, ou adoptifs, à condition que l'adoption ait eu lieu avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 p. 100 de son salaire s'il n'y a qu'un enfant ; 25 p. 100 s'il y en a deux ; 35 p. 100 s'il y en a trois, et ainsi de suite, la rente étant majorée de 10 p. 100 par enfant de moins de seize ans. »

« Pour les enfants orphelins de père et de mère au moment de l'accident ou dans les trois années qui le suivent, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire. »

« Les rentes ainsi allouées sont, en principe, collectives et réduites, suivant les prescriptions qui précèdent, au fur et à mesure que chaque orphelin atteint l'âge de seize ans. »

« S'il y a des enfants de plusieurs lits, chaque catégorie est traitée conformément aux dispositions précédentes. »

« Ces dispositions sont applicables au cas de reconnaissance judiciaire d'enfants naturels conçus antérieurement à l'accident ; »

« c) Les descendants privés de leurs soutiens naturels, et devenus de ce fait à la charge de la victime, bénéficieront des mêmes avantages que les enfants visés au paragraphe b) ci-dessus. »

« Si la victime n'a ni conjoint

ni enfants dans les termes des paragraphes a) et b), chacun des ascendants recevra une rente viagère égale à 10 p. 100 du salaire annuel de la victime, s'il prouve qu'il aurait pu obtenir de la victime une pension alimentaire. »

« Chacun des ascendants qui, au moment de l'accident, étaient à la charge de la victime, même si ce charge de la victime, recevra le-ci à conjoint ou enfants, recevra la rente viagère de 10 p. 100 prévue ci-dessus. Le total des rentes ainsi allouées ne devra pas dépasser 30 p. 100 du salaire annuel de la victime. Si cette quotité était dépassée, la rente de chacun des ayants droit serait réduite proportionnellement. »

« Le bénéfice des dispositions qui précèdent ne peut être accordé à l'ascendant qui a été reconnu coupable d'abandon de famille ou qui a été privé de la puissance paternelle. »

« En aucun cas, l'ensemble des rentes allouées aux différents ayants droit de la victime ne pourra dépasser 75 p. 100 du montant du salaire annuel d'après lequel elles auront été établies. Si leur total dépassait le chiffre de 75 %, les rentes revenant à chaque catégorie d'ayants droit feraient l'objet d'une réduction proportionnelle. »

« Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire. Il sera créé par décret un mandat-poste spécial pour le paiement des dites rentes. »

« Elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage. »

« Tout retard apporté au paiement, soit de l'indemnité tempo-

raire, soit des rentes, donnera droit au créancier à partir du huitième jour de leur échéance, à une astreinte quotidienne de 1 p. 100 du montant des sommes non payées. »

« Les contestations sur l'application de l'astreinte ou de son montant, s'il s'agit d'indemnités temporaires, seront de la compétence du juge de paix, lequel jugera en dernier ressort, quel que soit le montant de la demande, et même si celle-ci est indéterminée. »

« Les contestations sur l'application de l'astreinte ou de son montant, s'il s'agit de rentes, seront de la compétence du juge des référés. »

« Ces rentes seront incessibles et insaisissables. »

« Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. »

« Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans toutefois que le capital puisse alors dépasser la valeur de la rente d'après le tarif visé à l'article 28. »

« Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

« Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités, ou par conventions internationales, dans la limite des internationalités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

« Elles ne sont pas applicables aux protégés français. »

Article 5. — L'article 4 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé ainsi qu'il suit :

« Quelle que soit la durée de l'interruption du travail occasion-

née par l'accident, et même s'il n'y a pas eu interruption, le chef d'entreprise supporte, en outre, les honoraires des praticiens légalement définis par la loi du 30 novembre 1892 et de ceux visés par le décret du 27 juin 1922 pour les soins donnés par ces derniers uniquement d'après les prescriptions du médecin et sous son contrôle, les frais pharmaceutiques, ainsi que les frais de transport de la victime à sa résidence habituelle ou à l'hôpital du lieu de l'accident sauf dans les cas où la victime dort, en vertu de son contrat de travail, supporter ses frais de déplacement. En cas de décès, l'employeur supporte les frais funéraires et aussi les frais de transport du corps au lieu de sépulture en France demandé par la famille si c'est à la sollicitation de son employeur qu'il a quitté le lieu pour être embauché ou si le décès s'est produit au cours d'un déplacement pour son travail hors de sa résidence. Lesdits frais de transport seront établis conformément aux dispositions de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 et du décret du 29 octobre 1922 pris en exécution de ladite loi. Les frais funéraires, fixés par délibération du conseil municipal du lieu de l'inhumation, approuvée par le préfet, ne pourront être inférieurs à 300 francs ni supérieurs à 1.000 fr. »

« La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien, lesquels seront soumis au contrôle syndical, conseil de famille, avec appel devant le groupement national et, en dernier lieu, devant la commission supérieure de contrôle qui comprendra, en ce cas, un membre élu par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. »

« Le patron est tenu de délivrer à la victime un bulletin de visite sur lequel il sera interdit de mentionner le nom et l'adresse d'un

praticien, d'un pharmacien, d'une clinique ou d'un dispensaire quelconque. Ce bulletin de visite, qui sera remis par l'accidenté au praticien ne sera pas considéré comme une affirmation de responsabilité de la part de l'employeur. »

« En cas d'hospitalisation dans un établissement public, l'employeur est seul tenu au paiement du prix de journée applicable aux malades payants dans les salles communes et des honoraires médicaux et chirurgicaux dus aux médecins et chirurgiens conformément au tarif de responsabilité patronale fixé à l'alinéa 9. »

« Dans le cas où l'accidenté est hospitalisé dans une clinique privée, dont les taux et conditions sont plus élevés que dans les établissements hospitaliers publics, l'employeur, seul tenu au remboursement des frais, ne le fera que dans la limite des tarifs des établissements hospitaliers publics. »

« Si le médecin contrôleur certifie par lettre recommandée que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste dans la même forme, le chef d'entreprise ou l'ouvrier peut requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours. »

Art. 7. — L'article 8 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

« Le salaire qui servira de base à la fixation des rentes et des indemnités allouées à l'ouvrier âgé de moins de dix-huit ans ou à l'apprenti victime d'un accident ou à leurs ayants droit ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise. »

« Toutefois, dans le cas d'inca-

pacité temporaire, l'indemnité évaluée comme ci-dessus et due au salarié âgé de moins de dix-huit ans, ne pourra dépasser le montant de son salaire. »

Art. 8. — L'article 9 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

« Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de révision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, si le taux d'incapacité est de 50 p. 100 au plus, ou s'il est plus élevé, du capital correspondant à la fraction de rente allouée jusqu'à 50 p. 100, lui soit attribué en espèces suivant un tarif arrêté par le ministre du travail. »

« Elle peut demander que ce capital, ou le capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, si la rente est basée sur un taux d'incapacité inférieur à 50 p. 100, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise. »

« Si le taux d'incapacité est supérieur à 50 p. 100, cette transformation ne peut être demandée que pour la portion de rente correspondant au taux d'incapacité de 50 p. 100. »

« Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes. »

Art. 9. — L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 est rédigé comme suit :

« Sous réserve des dispositions de l'article 3, paragraphe 2, le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, de la rémunération effective totale qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en espèces, soit en nature. Toutefois, si n'est pas tenu compte des allocations familiales si la victime ou ses ayants droit bénéficient des dispositions de la loi du 11 mars 1932. »

« Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, le salaire visé à l'alinéa précédent doit s'entendre de la rémunération effective totale qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période. »

« Si le travail n'est pas continu ou si, au cours de l'année précédant l'accident, la victime n'a pas effectué dans l'entreprise la totalité des journées de travail correspondant aux jours ouvrables légalement prévus pour celle-ci, le salaire annuel est calculé d'après le nombre total de ces jours ouvrables. Toutefois, s'il est constaté que, dans la profession exercée par la victime, on ne travaille normalement dans l'année qu'un nombre de jours inférieur au total des jours ouvrables ou un nombre d'heures inférieur à la normale, le salaire annuel est calculé en ajoutant à la rémunération afférente à la période d'activité de l'entreprise le gain que l'ouvrier a réalisé ailleurs dans le reste de l'année. »

« Si pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages. »

« Si par suite d'un ralentissement accidentel de l'activité économique, l'ouvrier, pendant une période de l'année, n'a travaillé chaque jour qu'un nombre d'heures inférieur à la normale, le salaire annuel sera complété par le calcul et ramené à ce qu'il aurait été avec un nombre normal d'heures de travail. »

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront fixées les périodes d'activité des entreprises visées au paragraphe 3 du présent article. »

Art. 14. — « Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit définitivement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente ; »

Art. 24. — « Est passible d'une amende de 16 à 300 fr., et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2.000 fr. : »

« 2° Tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi ; »

« 3° Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par le fait de renvoi systématique des ouvriers qui se sont adressés à un médecin ou à un pharmacien autre que celui de l'employeur ou de la compagnie d'assurances à laquelle il est affilié, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte aux droits de la victime de choisir son médecin et son pharmacien ; »

« 5° Quiconque, par promesse ou menace, aura influencé ou tenté d'influencer une personne témoin d'un accident du travail à l'effet d'altérer la vérité. »

(1) Voir l'O.M. n° 28 de septembre.

Les Additifs à la Convention Collective de la Région Parisienne

SALAIRES HORAIRES MINIMA GARANTIS

Tarification par branche d'Industrie

FONDERIE

	C. C. 1936	Après arbitr. trages	2 mai 1938	Minima garantis
Noyau professionnel : Ouvrier ou ouvrière qui peut exécuter par ses propres moyens l'importe quel noyau terre ou sable noir, en faisant lui-même les armatures.				
Mouleur troussé	8,00	11,52	0,35	11,87
Noyau en terre de grosses pièces	7,75	11,19	0,35	11,54
Mouleur main grosses pièces	7,75	11,19	0,35	11,54
Mouleur main pièces moyennes	7,00	10,21	0,35	10,56
Mouleur main petites pièces	6,50	9,56	0,30	9,86
Mouleur sur machine	6,25	9,24	0,30	9,54
Mouleur-décolleur, mouleur-rouleau, mouleur de plaque modèle	7,00	10,21	0,35	10,56
Noyau O. S.	6,50	9,56	0,30	9,86
Noyau O. S.	6,00	8,81	0,25	9,06
Fondeur	6,50	9,56	0,30	9,86
Sableur	6,50	9,56	0,30	9,86
Ebarbeur à la meule, à la scie et burin pneumatique	6,25	9,24	0,30	9,54
Ebarbeur à la meule, à la scie et burin pneumatique	5,30	7,90	0,25	8,15
Ebarbeur main	6,10	9,04	0,30	9,34
Ebarbeur main	4,90	7,38	0,25	7,63
Noyau	7,00	10,21	0,35	10,56

NOTA I. — Le mouleur employé au remoulage sera payé au taux du mouleur de sa catégorie.

NOTA II. — Les manœuvres gros travaux qui exécuteront la coulée à la main recevront une prime horaire de 0,30 pendant la durée de ce travail.

ORNEMENT

Fraise	6,50	9,56	0,30	9,86
Rassortiment	7,00	10,21	0,35	10,56
Figure	7,50	10,86	0,35	11,21
Monument	8,00	11,52	0,35	11,87

MODELAGE BOIS

Modelleur-mécanicien	9,00	12,82	0,35	13,17
----------------------	------	-------	------	-------

(Maisons spécialisées dans le Modelage bois)

Modelleur-mécanicien	9,10	12,95	0,35	13,30
----------------------	------	-------	------	-------

Les dispositions des accords des 18 juillet 1936 et 2 juillet 1937 subsistent.

En raison du caractère intermittent de l'emploi, les ouvriers pourront demander le bénéfice de la disposition prévue à l'art. 26 § 2.

FORGE, ESTAMPAGE ET MACHINES A FORGER

OUTILLAGE EN MATRICES

Ajusteur en matrices	8,25	11,84	0,35	12,19
Calibre-traceur	8,25	11,84	0,35	12,19
Fraiseur en matrices	8,25	11,84	0,35	12,19
Graveur en matrices	8,25	11,84	0,35	12,19
Tourneur en matrices	7,75	11,19	0,35	11,54

FABRICATION

Gros forge (de 2 tonnes et au-dessus) :

Estampeur	8,50	12,17	0,35	12,52
Forgeron	8,50	12,17	0,35	12,52
Marteleur	8,50	12,17	0,35	12,52
Chaudron	7,75	11,19	0,35	11,54
Aide	6,75	9,89	0,30	10,19
Ebarbeur à chaud	6,75	9,89	0,30	10,19
Graisserieur au pilon	6,75	9,89	0,30	10,19
Pousseur au four	6,75	9,89	0,30	10,19

Petite forge (au-dessous de 2 tonnes) :

Estampeur	8,00	11,52	0,35	11,87
Forgeron	8,00	11,52	0,35	11,87
Marteleur	8,00	11,52	0,35	11,87
Chaudron	7,25	10,54	0,35	10,89
Aide	6,25	9,24	0,30	9,54
Ebarbeur à chaud	6,25	9,24	0,30	9,54
Graisserieur au pilon	6,25	9,24	0,30	9,54
Pousseur au four	6,25	9,24	0,30	9,54

FORGE MÉCANIQUE A FAÇON

Forgeron main	8,25	11,84	0,35	12,19
Chaudron	7,25	10,54	0,35	10,89
Aide	6,25	9,24	0,30	9,54

TRAITEMENT THERMIQUE DE FORGE ET ESTAMPAGE

Chaudron à la chaîne	6,75	9,89	0,30	10,19
Tempéur main	6,75	9,89	0,30	10,19
Redresseur	7,00	10,21	0,35	10,56

GALVANISATION, ETAMAGE ET PLOMBAGE A CHAUD

Chef de bain	7,00	10,21	0,35	10,56
Ploombours	6,25	9,24	0,30	9,54
Galvaniseurs	6,25	9,24	0,30	9,54
Etameurs	6,25	9,24	0,30	9,54
Décapeurs	6,25	9,24	0,30	9,54
Aides-Décapeurs	6,10	9,04	0,30	9,34
Sableurs	6,50	9,56	0,30	9,86
Pinceurs à blanc	6,25	9,24	0,30	9,54

Pinceurs à sel, tireurs et gratteurs	6,10	9,04	0,30	9,34
Réceptionnaires	6,25	9,24	0,30	9,54

N.B. — Pour l'industrie faïennière soumise à l'article 1^{er} de l'accord du 20 octobre 1936, celui-ci reste en vigueur.

INSTRUMENTS DE PESAGE

Ajusteur, balancier professionnel supérieur :

a) Micro-balance, Balance Curie, Balance d'analyse, Pèse-carats, Nécessaire de vérification.				
b) Automatique de précision : balances et bascules automatiques à mécanisme auxiliaire, tels que : à indicateurs optiques, imprimeurs automatiques, totalisateurs à curseurs automatiques, indicateurs à répétiteurs automatiques	7,75	11,19	0,35	11,54

Ajusteur balancier professionnel :